



Médiathèque VS Mediathek



1010792424

PB 647

# MESSAGE

CONCERNANT

## L'OPPORTUNITÉ DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

---



# LE CONSEIL D'ÉTAT AU GRAND CONSEIL DU CANTON DU VALAIS

---

*Monsieur le Président et Messieurs,*

En séance du 18 Novembre 1903, le Président de la Haute Assemblée donna connaissance à celle-ci que la motion suivante venait d'être déposée sur le bureau :

« Les députés soussignés ont l'honneur de présenter la motion suivante : La constitution du Canton du Valais doit être révisée dans le sens de l'augmentation des droits du peuple. Cette révision doit porter sur les points suivants :

« Nomination par le peuple des membres du Conseil d'Etat et des Députés aux Etats, le referendum facultatif et l'initiative en matière législative. »

Etaient signés, les députés dont les noms suivent :

Dr Alexandre Seiler,

O. Kluser,

YB 607

E. Cathrein,  
R. Varonier,  
J. Speckli,  
C. de Sépibus,  
Victor Franzen,  
A. de Sépibus.

Cette motion fut portée à l'ordre du jour de la séance du 23 du même mois.

Dans le cours de la discussion, M. le député Dr Loretan proposa le rejet de la motion formulée et déposa à son tour la proposition suivante:

*« Le Conseil d'Etat est invité à étudier la question de savoir s'il ne serait pas désirable et opportun de réviser la constitution du Valais et de présenter à ce sujet, quand il le jugera à propos, un rapport au Grand Conseil. »*

A la fin des débats, M. le Président, au nom du Conseil d'Etat, déclara que celui-ci se ralliait à la proposition formulée par M. le député Lorétan.

Sur quoi la Haute Assemblée rejeta, à l'appel nominal, la motion de MM. le Dr A. Seiler et consorts par 76 voix contre 28.

Puis, la proposition faite par M. le député Loretan telle qu'elle a été plus haut transcrite, fut adoptée par mains levées.

Investi de cette mission, le Conseil d'Etat, afin de prendre une décision en connaissance de cause, estima qu'il était nécessaire de se rendre tout d'abord un compte exact de l'opinion publique sur les questions soulevées par les motionnaires. A cet effet, il adressa, sous date du 17 Février dernier, à MM. les Préfets des districts une circulaire par laquelle il les invitait — afin que le Conseil d'Etat pût renseigner exactement la Haute Assemblée sur les désirs et les vœux qui pourraient être manifestés par la population du canton à l'occasion de la révision de la constitution — à convoquer les Conseils de district à ce sujet; il décida, en même temps, d'adresser aux Conseils communaux la même circulaire en les priant de manifester également leur opinion sur cette même question, soit en donnant des instructions à leurs délégués aux Conseils des districts, soit en communiquant directement au Département de l'Intérieur les vœux qu'ils jugeraient à propos de formuler à cette occasion.

Le Conseil d'Etat a estimé que les Conseils de district et les Conseils communaux étaient, en raison de leur contact permanent avec les populations, les organes tout désignés pour recueillir les vœux et les aspirations du pays sur les questions relatives à la révision.

Afin d'obtenir des réponses précises sur les points les plus importants, il joignit à sa circulaire un questionnaire devant servir d'ordre du jour et de base à la discussion des Conseils de district.

Ce questionnaire était formulé comme suit:

1<sup>o</sup> La révision de la constitution est-elle opportune ?

2<sup>o</sup> Si oui, doit-elle être totale ou partielle ?

3<sup>o</sup> Dans l'un et l'autre cas, sur quels points doit-elle porter ?

**Nominations constitutionnelles,**

**Introduction du referendum,**

„ **de l'initiative,**

**Modifications aux articles concernant les incompatibilités,**

„ **à l'organisation administrative,**

„ „ **judiciaire,**

**Introduction de dispositions touchant le développement économique du canton au point de vue agricole ? industriel ? ou commercial ?**

**Ainsi que sur toute autre question pouvant être soulevée à l'occasion de la révision.**

Les débats qui s'étaient déroulés sur la prise en considération de la motion avaient démontré que ni l'autorité législative, ni le pouvoir exécutif n'étaient opposés à l'étude d'une révision de la constitution; tous les orateurs laissèrent entendre, au contraire, qu'une révision s'imposait pour un certain nombre d'articles devenus inapplicables.

Ni le Grand Conseil ni le Conseil d'Etat ne se montrèrent aucunement hostiles en principe à l'extension des droits populaires, mais ils estimaient avec raison qu'une motion composée d'éléments différents ne pouvait être acceptée en bloc sans avoir fait au préalable l'objet d'une étude approfondie.



Nous avons l'honneur aujourd'hui de rendre compte du mandat dont vous nous avez chargé et de formuler, en le motivant, notre préavis quant à l'opportunité de la révision de notre charte fondamentale du 26 Novembre 1875.

Avant de manifester notre avis sur l'opportunité de cette révision, sur les principes nouveaux qui doivent y trouver place, nous croyons utile de consulter les traditions de notre canton et un coup d'œil sur la manière dont nos ancêtres entendaient et pratiquaient le referendum, puisqu'on y a fait de fréquentes allusions lors de la discussion qui eut lieu au sein du Grand Conseil en Mai dernier, ne paraîtra point déplacé.

Constatons d'abord avec une fierté légitime l'ancienneté de notre démocratie, les luttes souvent sanglantes que nos pères ont soutenues, soit pour défendre notre indépendance mise en péril par l'ennemi extérieur, soit pour résister à l'intérieur au danger d'un asservissement menaçant.

Aussi les patriotes valaisans étaient-ils jaloux de conserver leur droit de légiférer et se réservaient-ils le droit de prononcer en dernier ressort sur les actes législatifs du Landrath.

On commettrait néanmoins une grave erreur historique si l'on voulait comparer le referendum de la République du Valais avec celui qui est aujourd'hui en usage dans la Confédération et dans divers Cantons. L'ancien referendum valaisan tirait sa raison d'être de la forme politique de la République du Valais. L'organisation de celle-ci consacrait la fédération des sept dixains ou districts de l'ancien Valais dit épiscopal. C'était une « *Confœderatio septem Desenorum* » qui ne formait pas une Confédération dans le sens moderne qu'on serait tenté de lui attribuer ; les districts ou dixains étant à cette époque indépendants les uns des autres, formaient pour ainsi dire autant de petits Etats autonomes qui, de leur propre chef, suivant les cas, déclaraient la guerre et concluaient des traités et étaient, il est vrai, en même temps des Etats confédérés, mais dont le lien fédératif était très relâché.

Cette souveraineté des districts se manifestait même dans leurs relations extérieures, puisque le Valais ne possédait pas un sceau commun, et tous les traités passés avec l'étranger n'étaient revêtus que des sceaux des districts.

Le Landrath ou la Diète ne tirait pas son origine et son fonctionnement d'un besoin d'union ou de liaison entre les différents dixains, mais de l'intérêt commun que ceux-ci, formant l'ensemble de la patrie valaisanne, avaient à exercer un contrôle efficace sur le Pouvoir central du Comte-Evêque de Sion. Mais les districts ne conservaient pas moins leur complète autonomie et ne souffraient point que le Landrath se mêlât de leurs affaires intérieures.

Tel est le motif pour lequel les lois émanant du Landrath étaient soumises à la ratification des districts. Le Landrath ne pouvait mettre en vigueur aucune loi en vertu de sa décision seule, mais toutes devaient être approuvées et sanctionnées par chaque district, chacun de ceux-ci ayant le droit de l'accepter ou de la refuser dans les limites de son propre territoire. Telle était la forme du referendum dans l'ancien droit valaisan. Si nous voulons donner une qualification moderne à l'exercice de ce droit, nous devons certainement le ranger dans la catégorie du referendum obligatoire. C'était l'affirmation du fait existant alors, que la souveraineté résidait non dans l'ensemble du peuple de la patrie valaisanne, mais dans le peuple de chacun des sept dixains.

Cet état de choses dura jusqu'au grand bouleversement politique provoqué par la révolution française, bouleversement dont presque tous les pays de l'Europe subirent le contre-coup.

Dans le cours du XIX<sup>me</sup> siècle, notre pays, agité fréquemment par les événements extérieurs et souvent malheureusement par des dissensions intérieures, a vu se succéder rapidement toute une série de constitutions.

Le recueil officiel de nos lois s'ouvre par la constitution de la République du Valais du 30 Août 1802, imposée par les trois républiques voisines, constitution dans laquelle le referendum était sacrifié. Mais, quelques années plus tard, le Valais, ayant recouvré sa pleine indépendance, forme de nouveau un Etat souverain et libre, uni comme Canton à la Confédération helvétique. Il remet alors en honneur les anciens usages du pays et réintroduit le referendum dans la constitution du 12 Mai 1815.

L'article 20 de cette constitution porte *que la Diète exerce le pouvoir législatif, mais que les lois elles-mêmes ne sont exécutoires qu'après avoir été référées aux Conseils de Dixains*

*et sanctionnées par la majorité de ces Conseils. Lorsqu'il s'agira de lois financières, de capitulations militaires et de naturalisations à accorder à un étranger, ces objets sont référés non seulement aux Conseils de Dixains, mais encore à ceux des communes.*

*Le referendum n'est point applicable aux affaires qui intéressent le Valais comme canton de la Suisse et dérivent des rapports et des obligations établis par le pacte fédéral.*

Depuis la constitution de 1815, les idées nouvelles ont fait de rapides progrès, et dans le Bas-Valais les esprits s'agitent pour obtenir au sein de la Diète une représentation proportionnelle à la population des districts; les divisions s'accroissent et l'on voit rapidement éclore, en moins de quinze ans, cinq constitutions nouvelles, qui sont : celle du 30 Janvier 1839, du 3 Août de la même année, du 14 Septembre 1844, du 10 Janvier 1848 et du 28 Décembre 1852.

Le referendum obligatoire qui avait été réintroduit en Valais par la constitution de 1815, fut remplacé dans la constitution du 30 Janvier 1839 par le referendum facultatif.

L'article 73 de cette constitution était, en effet, ainsi conçu :

*Les capitulations militaires, les lois et les décrets de finances ou de naturalisations portés par le Grand Conseil ne sont exécutoires que trente jours après leur promulgation. Dans cet intervalle la majorité des citoyens valaisans peut les rejeter si elle le juge convenable.*

*A cet effet un nombre quelconque de citoyens peut se réunir de plein droit pour émettre son avis sous la présidence du chef de la commune qui est tenu de dresser procès-verbal de la votation et de le transmettre au président du Dixain.*

Cette constitution n'eut qu'une existence éphémère et six mois après elle était remplacée par une autre portant la date du 3 Août 1839. Ephémère aussi fut l'existence du referendum facultatif, car l'article 67 de la nouvelle constitution réintroduit le referendum obligatoire dans la forme suivante :

*A cet effet, le président de la commune convoquera l'assemblée primaire pour le troisième dimanche après la publication; il devra dresser procès-verbal de la votation et le transmettre au président du dixain.*

La constitution de 1844 contient des dispositions analogues. Elle aussi dispose, d'une manière impérative, que les lois doivent être soumises aux assemblées primaires et qu'elles ne seront exécutoires qu'après avoir été adoptées par la majorité des citoyens qui auront pris part à la votation.

Enfin, c'est à la constitution du 10 Janvier 1848, qui vit le jour en même temps que la nouvelle Confédération de 1848, qu'est due la suppression pure et simple du referendum législatif, soit obligatoire, soit facultatif.

Depuis lors, ce droit populaire disparaît définitivement de notre organisation politique et il n'est pas réintroduit dans la constitution de 1852, qui ignore l'institution dont nous nous occupons.

Par contre, la constitution de 1875, qui nous régit actuellement, institue à son article 15 un referendum partiel en matière financière.

Telles sont les phases par lesquelles a passé dans notre Canton l'institution du referendum. Il résulte de ce qui précède que notre histoire politique, à l'exception du court intervalle du 30 Janvier au 3 Août 1839, n'a jamais connu que le referendum obligatoire, soit sous forme de consultation des dixains, soit sous celle de votation populaire ; nous ne ferions donc que nous conformer à notre droit ancien comme à notre droit moderne valaisan, si, en réintroduisant le referendum, nous le déclarions non seulement facultatif, mais obligatoire,

Les réponses des Conseils de district en ce qui concerne l'opportunité de la révision de la constitution ont donné les résultats suivants. Nous faisons abstraction des considérations dont ces réponses étaient accompagnées :

**Pour l'opportunité :** quatorze districts, soit l'unanimité.

**Pour la révision totale :** Conches, Rarogne-oriental, Brigue, Viège, Loèche, Sierre, Sion, Conthey, St-Maurice et Monthey, soit dix.

Martigny s'est prononcé pour une révision dans le sens de l'extension des droits populaires et peut être ajouté aux précédents. Entremont se borne à voter l'opportunité. Rarogne et Hérens se sont seuls prononcés pour une révision partielle.

**Pour le referendum :**

**Obligatoire :** Viège, Rarogne, Loèche, Sierre, Hérens et Sion, soit 6.

**Facultatif :** Brigue, soit 1.

**Sans détermination :** Conches, Moërel, Conthey, St-Maurice.

Martigny ne s'est pas prononcé, mais peut être ajouté aux précédents, soit 5.

Entremont ne s'est prononcé que sur l'opportunité.

Monthey de même.

Après les développements que nous avons donnés à notre exposé sur l'histoire du referendum en Valais, il n'est pas nécessaire que nous nous étendions longuement sur le droit d'initiative.

Notre pays n'a pas connu, jusqu'à présent, l'initiative législative dans le sens restreint du mot. L'initiative des lois a appartenu de tout temps au Conseil d'Etat et au Grand Conseil.

Nous devons cependant mentionner ici le droit de pétition reconnu à tout citoyen, droit populaire dans la plus large acception du mot.

Nous possédons aussi l'initiative constitutionnelle en ce sens qu'un certain nombre de citoyens ont, en tout temps, le droit de demander la révision totale ou partielle de la constitution et d'indiquer les points sur lesquels cette révision doit porter. Le peuple est ensuite appelé à se prononcer sur la demande de révision dans la forme prévue par la constitution.

Par initiative législative, on entend le droit donné à un certain nombre de citoyens d'élaborer eux-mêmes une loi et d'exiger que cette loi soit soumise à la votation du peuple.

Les Conseils de district consultés sur la question de savoir s'ils désirent maintenir l'initiative constitutionnelle ou introduire l'initiative législative dans la nouvelle constitution, ont répondu comme suit :

**Pour l'initiative constitutionnelle :** Viège, Loèche, Sierre et Sion, soit 4.

**Pour l'initiative législative :** Hérens, soit 1.

**Pour l'initiative sans qualification :** Conches, Rarogne-Oriental et Conthey, soit 3, auxquels on peut joindre Martigny, qui se prononce pour l'extension des droits populaires.

**Contre toute initiative :** Brigue, auquel on peut presque ajouter Rarogne-Occidental, qui a accueilli froidement une innovation en cette matière.

Entremont, St-Maurice et Monthey ne se sont pas prononcés sur cette question.

En ce qui concerne la nomination des Conseillers d'Etat par le peuple, cette idée paraît se heurter dans notre canton à des difficultés plus grandes qu'ailleurs.

Nous nous bornerons ici à rappeler les motifs émis par le Conseil d'Etat au moment de la discussion de la motion pour faire ressortir les inconvénients qu'offrirait l'introduction pour notre canton de la nomination du Conseil d'Etat par le peuple.

L'élection par le peuple des membres du Conseil d'Etat est pratiquée dans plusieurs cantons, il est vrai ; mais il est à observer que le Conseil fédéral est nommé par le parlement et non par le peuple. Parmi les cantons qui ont introduit la nomination du Gouvernement par l'Assemblée législative, nous trouvons tous les cantons de la Suisse occidentale, y compris Berne, à la seule exception de Genève. Mais ce dernier est dans des conditions tellement spéciales qu'aucune comparaison sérieuse ne peut être faite entre lui et le Valais. D'un côté, une population très dense groupée dans une localité unique ou ses environs, ce qui permet aux électeurs de connaître presque personnellement les candidats à l'élection ; de l'autre, une population clairsemée, disséminée sur un territoire de 180 kilomètres de longueur environ, territoire coupé de vallées dont les habitants n'ont entre eux que de rares relations en matière économique et absolument aucun rapport en ce qui concerne leurs intérêts politiques. Dans ces conditions, la nomination du Conseil d'Etat ne serait pas une conquête démocratique, dans le vrai sens du mot, c'est-à-dire une élection directe faite par le peuple du candidat préféré par lui, mais l'œuvre des comités électoraux se substituant aux députés du Grand Conseil munis d'un mandat régulier. On substituerait ainsi à l'élection actuelle à deux degrés, entourée de toutes les garanties légales et constitutionnelles, une élection qui ne serait directe que de nom. Un autre inconvénient inhérent au système est que les pouvoirs législatif et exécutif, quoique émanant tous deux d'une votation populaire, représentent fréquemment des opinions politiques opposées et souvent même hostiles. Au lieu de voir les deux pouvoirs travailler ensemble dans l'intérêt commun, on assiste à des luttes stériles qui favorisent une agitation continuelle sans pouvoir aboutir à aucun résultat utile pour la prospérité du pays.

Cette origine commune des deux pouvoirs assure, en outre, au pouvoir exécutif, composé de quelques membres seulement, une indépendance complète vis-à-vis du Grand Conseil et une influence exagérée qui le prédispose à lutter contre le pouvoir législatif de telle manière que le contrôle que doit exercer celui-ci sur le premier devient plus difficile et quelquefois même illusoire.

Nous ajouterons qu'à ces objections, d'un caractère général, que l'on peut faire en tous pays au système proposé, il s'en ajoute d'autres pour le Valais, découlant de sa situation particulière. Ses traditions historiques, qui sont restées vivaces, et ses deux langues nationales ont engagé le législateur et le peuple valaisan à introduire dans la constitution et dans les lois des garanties de représentation dans les corps politiques et judiciaires en faveur des diverses parties du pays. Il est douteux que ces garanties, qui ont assuré à notre canton une longue période de paix en garantissant à chacun sa légitime part d'influence, puisse être conservée en abandonnant au peuple la nomination du Conseil d'Etat.

En ce qui concerne l'élection des députés aux Etats, nous nous référons aux arguments invoqués contre la nomination du Conseil d'Etat par le peuple, arguments qui paraissent, pour la plupart, s'appliquer aussi bien à un cas qu'à l'autre.

Si nous consultons notre histoire politique, nous pouvons constater qu'une des idées dominantes de nos prédécesseurs a été que la constitution contînt des garanties formelles pour que chaque partie du pays fût représentée d'une manière équitable dans le sein du Conseil d'Etat.

Cette tradition est ancienne et nous voyons cette prescription se répéter dans toutes les constitutions du XIX<sup>e</sup> siècle.

La constitution de 1815 disposait que *le Conseil d'Etat est composé de cinq membres dont deux seront toujours choisis dans les cinq dixains occidentaux et les trois autres dans les huit dixains orientaux. — Il ne peut jamais y avoir deux membres du même dixain.*

La constitution de Janvier 1839 dit à l'art. 31 : *Deux Conseillers d'Etat seront choisis dans les dixains de Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche et Sierre. Deux seront nommés*

*dans les dixains de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey, et un dans ceux de Sion, Hérens et Conthey. Il ne peut y avoir deux Conseillers d'Etat d'un même dixain.*

La constitution d'Août 1839 prévoit à l'art. 28 les mêmes dispositions et celle de 1844 également.

En 1848, on institue un Conseil d'Etat de sept membres au lieu de cinq, mais le législateur n'oublie pas de les répartir conformément à la tradition constante :

*Art. 34. Deux d'entre eux seront choisis dans la partie du Canton qui comprend les districts actuels de Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche, deux dans celle des districts de Sierre, Sion, Hérens et Conthey et trois dans celle des districts de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey.*

La constitution de 1852 et celle qui l'a remplacée en 1875 présentent le même texte. Le Conseil d'Etat est alors ramené à cinq membres au lieu de sept.

*Deux d'entre eux sont choisis dans la partie du canton qui comprend les districts actuels de Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche et Sierre, un dans celle des districts de Sion, Hérens et Conthey, et deux dans celle des districts de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey.*

Ainsi la tradition est constante et il serait bien dangereux de vouloir modifier un état de choses aussi ancien qui a survécu à tous les événements politiques et que ceux-ci ont servi, au contraire, à enraciner plus profondément dans le cœur de nos populations. Cette préoccupation d'assurer aux différentes parties du pays une représentation équitable dans les pouvoirs publics était poussée si loin qu'elle se traduit par des dispositions analogues relativement à la composition de la Cour d'Appel, soit du pouvoir judiciaire supérieur lui-même. C'est ainsi que nous voyons la constitution de 1815 attribuer à chaque district un membre de la Cour suprême ; les autres constitutions de 1839, de 1844 et de 1852 contiennent toutes des dispositions relatives à la répartition des Juges entre les différentes parties du pays.

Ce que nous venons dire s'applique avec autant de raison à la nomination des dé-



putés au Conseil des Etats, qu'à celui des membres du Conseil d'Etat. De tout temps la nomination des uns et des autres a appartenu au pouvoir législatif.

Jusqu'en 1848, la Diète cantonale, puis le Grand Conseil, nommaient les députés à la Diète fédérale et leur donnaient des instructions. Dès 1852 à 1875, le Grand Conseil a nommé tous les ans les députés au Conseil des Etats, et tous les deux ans depuis 1875.

Les districts consultés au sujet des modifications à apporter au mode de nomination des membres du Conseil d'Etat et des députés au Conseil des Etats se sont prononcés comme suit :

Maintien de la nomination par le Grand Conseil : Brigue, Viège, Rarogne, Sierre, Hérens, St-Maurice, total 6.

Nomination par le peuple : 0, sauf, peut-être, Martigny qui s'est borné à se prononcer sur l'extension des droits populaires en général.

Aucun des autres districts n'a abordé la discussion sur cette question. Il est permis, dès lors, d'admettre que le besoin d'un changement à cet égard ne se fait pas sentir dans nos populations.

De l'exposé qui précède, il ressort que les magistrats bien placés pour interpréter les sentiments du peuple se sont prononcés en grande majorité pour une révision totale de la constitution. Nous devons, de notre côté, conclure à l'opportunité de la révision dans le sens d'une révision totale, c'est-à-dire que tous les articles sans exception pourront, au cours de la discussion, faire l'objet de propositions, de suppressions ou de modifications.

Nous connaissons la prudence extrême avec laquelle doit être maniée l'arme d'une révision constitutionnelle. La constitution, loi fondamentale du pays, si elle n'est pas intangible, si elle doit suivre les temps et se plier aux besoins de l'époque, n'en est pas moins la base de la vie nationale, puisqu'elle est la source de toute loi; elle établit la forme du Gouvernement, organise les Pouvoirs publics et détermine les droits et les devoirs de tous les citoyens.

Aussi ce ne doit jamais être sans une grande circonspection, nous dirons même sans une certaine hésitation, que l'on doit se décider à y apporter un changement de quelque importance. Mais comme elle doit s'adapter aux besoins du peuple, elle ne doit être considérée comme immuable qu'aussi longtemps que ce dernier n'a pas manifesté le désir d'y voir introduire quelque modification.

Les consultations que nous avons sollicitées des Conseils de district et des Conseils communaux nous ont appris que, pour des motifs divers que nous n'avons pas à apprécier, les magistrats élus par le peuple se prononcent pour une révision totale; ils nous indiquent dès lors la voie à suivre.

Ce n'est pas que cette révision paraisse s'imposer par des motifs très impérieux; mais beaucoup ont cru devoir y donner la main par un sentiment de condescendance vis-à-vis de ceux qui estiment un changement utile et même nécessaire. Ce n'est pas non plus que la marche de l'administration ait donné lieu à des plaintes sérieuses; au contraire, plusieurs, parmi les Conseils consultés, ont saisi cette occasion pour manifester leur pleine confiance dans les Pouvoirs publics du Canton.

Et, en fait, il nous est bien permis, à la veille d'entreprendre l'élaboration d'une nouvelle constitution, de jeter un coup d'œil sur le chemin parcouru pendant les trente dernières années et de constater non sans quelque satisfaction que, sous l'empire de la constitution de 1875, celle dont la durée a été la plus longue des huit constitutions qui ont régi le pays pendant le siècle passé, le Valais a joui d'une paix complète et a traversé une période de prospérité sans précédent.

Cette constitution dont l'origine, comme celle de 1848, coïncide avec l'entrée en vigueur d'une nouvelle charte fédérale, fut élaborée à un moment où les finances du Canton traversaient une crise grave; grâce à la sagesse du législateur qui introduisit les articles 15, 16 et 17 dans la constitution et à la prudence des Pouvoirs qui les appliquèrent scrupuleusement et résolument depuis lors, la situation du pays est redevenue normale; sans impôts nouveaux, la dette publique a été amortie de trois millions cinq cents mille francs. Malgré les économies imposées par la situation, l'instruction primaire a fait des progrès notables, preuve en soient les examens des recrues; la position des instituteurs a été amé-

liorée ; des écoles secondaires, des cours économiques et professionnels surgissent un peu partout ; l'agriculture encouragée efficacement par les subsides de l'Etat s'est développée d'une manière réjouissante, et notre amour-propre a été flatté par les distinctions dont elle a été l'objet dans toutes les expositions nationales et dernièrement encore à Frauenfeld ; l'amélioration des alpages marche de pair avec les travaux contre les avalanches ; des subsides sont accordés pour l'amélioration du sol ; l'organisation des métiers est en bonne voie par une législation spéciale sur les apprentissages ; les tribunaux ont été réorganisés ; le nombre des juges diminué des deux tiers ; les traitements fixes substitués aux émoluments ; toute une législation sur l'organisation des bourgeoisies et la jouissance des avoirs bourgeoisiaux a vu le jour ; on a créé Ecône, école d'agriculture florissante ; un institut de sourds-muets à Géronde ; une maison de santé à Malévoz ; une clinique chirurgicale ou un hôpital cantonal sont en projet ; deux routes de montagne, l'une par le St-Bernard, l'autre par le Grimsel, ont relié le Valais à l'Italie et au canton de Berne ; l'endiguement du Rhône, dorénavant au bénéfice de subventions de l'Etat, est poursuivi avec ardeur ; les travaux d'endiguement des rivières et des torrents ont été entrepris avec l'aide de l'Etat ; avec son aide aussi et souvent à ses frais seulement, plus de vingt vieux ponts en bois ont été reconstruits en fer ou en pierre ; la participation de l'Etat aux frais d'entretien a été augmentée pour toutes les routes ; des travaux de défense importants ont été entrepris dans la haute montagne, ainsi à Crête Sèche et au lac de Merjelen ; les forces hydrauliques ont fait l'objet d'une législation spéciale et prennent une place importante dans la vie économique du pays ; une Caisse hypothécaire et d'épargne a été créée et rend des services signalés aux particuliers et aux communes, en attendant qu'elle en rende à l'Etat lui-même ; nos monuments historiques, Valère entre autres, les stations romaines de Martigny et de St-Maurice ont été l'objet de la sollicitude des Pouvoirs publics et un musée historique, qui n'est pas sans intérêt, a été créé à Valère ; enfin, après des négociations laborieuses, auxquelles le canton du Valais a pris une part active, la traversée du Simplon par une voie ferrée qui, depuis 1853 avait été l'objet des constantes préoccupations de tous les Gouvernements qui se sont succédé en Valais depuis cinquante ans, est enfin assurée, la grande œuvre est entreprise, et avant d'aller rejoindre ses devancières dans l'histoire, la constitution de 1875 sera le témoin de l'achèvement du grand souterrain du Simplon.

Que l'on nous pardonne cette digression un peu longue peut-être, mais qui avait sa raison d'être pour répondre aux reproches adressés quelquefois au Grand Conseil de faire trop de lois ; nous voulions établir que l'activité déployée dans toutes les branches de

l'administration devait rendre nécessaires des lois nouvelles nombreuses. Nous estimons que ce reproche n'est pas fondé et nous sommes convaincus que si l'on examinait attentivement le recueil de nos lois, on trouverait que chacune de celles-ci a sa raison d'être et que toutes sans doute auraient obtenu la sanction populaire si elles avaient dû être soumises à l'épreuve du referendum.

Aussi ne redoutons-nous nullement l'exercice du referendum par le peuple. Si le législateur de 1848 a, pour des motifs qui nous sont inconnus, jugé à propos d'enlever au peuple un droit dont il avait joui de tout temps dans notre pays, le moment est venu de le remettre en possession de cette prérogative. Le peuple sait que les Pouvoirs publics ont travaillé avec zèle pour accroître sa prospérité morale et matérielle, il a confiance dans ses mandataires comme ceux-ci ont confiance en lui, et il ne peut résulter que des avantages de sa collaboration directe aux actes législatifs. C'est pourquoi, nous nous prononçons pour l'introduction du referendum obligatoire, afin que le peuple puisse manifester son opinion sur toutes les lois nouvelles sans exception.

Le peuple valaisan a donné fréquemment des preuves de son aptitude à juger sagement les questions les plus délicates, et notamment en adoptant à une immense majorité la subvention pour le percement du Simplon et l'emprunt destiné à former le capital de dotation de la Caisse hypothécaire et d'épargne; il a établi de la manière la plus concluante qu'il est capable d'apprécier avec intelligence et discernement les questions à un point de vue purement objectif, alors même qu'elles devraient, en apparence, entraîner pour lui des conséquences onéreuses. Nous remettons ainsi en honneur notre ancien droit valaisan, tout en répondant aux vœux émis par les Conseils de district.

La seule objection sérieuse que l'on puisse faire à l'institution du referendum obligatoire est le dérangement trop fréquent imposé au peuple par des votations répétées, mais il est possible de remédier à cet inconvénient en fixant un ou deux jours par an où la votation aurait lieu simultanément sur toutes les lois nouvelles.

Pour nous résumer, nous avons l'honneur de conclure comme suit :

**1° Nous nous prononçons affirmativement sur la question de l'opportunité de la révision.**

**2° Nous estimons que cette révision doit être totale dans le sens des considérations émises plus haut.**

3° Le referendum obligatoire doit être introduit en matière législative.

4° L'initiative constitutionnelle doit être étendue.

5° Le referendum financier prévu par les articles 15, 16 et 17 de la constitution actuelle doit être maintenu.

6° Il n'y a pas lieu d'apporter des changements au mode actuel de nomination des membres du Conseil d'Etat et des députés au Conseil des Etats.

Ces conclusions ne portant que sur un nombre de points très restreint, étonneront peut-être ceux qui s'attendaient à ce que le Conseil d'Etat traçât un programme complet de révision constitutionnelle. Le Conseil d'Etat a cru devoir ne pas s'écarter de la tâche qui lui avait été assignée par le Grand Conseil qui, dans sa décision, s'est borné à l'inviter à *étudier la question de savoir s'il ne serait pas désirable et opportun de reviser la constitution du Valais et de présenter à ce sujet, quand il le jugera à propos, un rapport au Grand Conseil.*

Du moment où nous recommandons l'entrée en matière sur la revision totale de la constitution, il nous a semblé qu'il était plus convenable et dans tous les cas plus respectueux des droits du Corps législatif qui sera chargé d'élaborer le projet d'une constitution nouvelle, de laisser à celui-ci l'initiative et l'étude des réformes à introduire. Tel est le motif pour lequel nous avons limité notre examen aux quatre points faisant l'objet de la motion déposée sur le bureau du Grand Conseil.

Les réponses qui nous ont été adressées par les Conseils de district contiennent du reste une telle quantité d'idées et de propositions qu'il nous eût été impossible de les étudier toutes dans le cadre restreint de ce message. Les procès-verbaux des délibérations de ces Conseils sont, du reste, versés au dossier et les législateurs constituants y trouveront de nombreux et intéressants éléments de discussion.

Voici quelques innovations proposées, dans le domaine politique, par l'un ou l'autre district, et dont quelques-unes ne laissent pas que d'être contradictoires :

- Réduction du nombre des députés ; suppression des suppléants ;
- Réduction des juges-instructeurs de 13 à 9 ;
- Nomination des présidents de commune tous les 4 ans ;
- Réduction des cas d'incompatibilités ;

Extension des incompatibilités frappant les membres du Conseil d'Etat et des Conseils communaux aux membres du Grand Conseil ;  
Suppression des tribunaux de police ; attribution de leurs compétences aux préfets ;  
Extension des incompatibilités frappant les préfets et les juges-instructeurs ;  
Introduction du vote obligatoire pour le referendum ;  
Mesures contre les cabales, etc., etc.

Dans le domaine économique, trois ou quatre districts seulement ont émis des vœux dont les principaux sont :

Dispositions favorisant le développement de l'agriculture et de l'industrie ;  
Monopolisation des forces hydrauliques pour le produit en être appliqué à l'endiguement du Rhône et des rivières ;  
Création d'écoles secondaires, d'écoles agricoles et professionnelles communales ;  
Assurance obligatoire du bétail et contre l'incendie ;  
Dispositions concernant le régime du Rhône et les forces hydrauliques ;  
Instruction et éducation de l'enfance infirme et abandonnée, sourds-muets, aveugles et orphelins ;  
Intervention de l'Etat pour les frais de traitement des aliénés et autres infirmes ;  
participation de l'Etat à la création et à l'entretien d'un hôpital cantonal et d'infirmes de district, etc., etc.

Voilà beaucoup d'idées généreuses qui, pour la plupart, méritent de recueillir l'assentiment de tous et qui n'auront pour ennemis que les obstacles matériels qui pourraient s'opposer à leur exécution.

Nous terminons en déclarant que dans nos conclusions nous nous sommes laissé guider uniquement par le souci de l'intérêt supérieur du pays et le désir de répondre aux vœux légitimes des populations.

Nous avons d'autant plus lieu d'espérer que la révision de notre charte constitutionnelle sera féconde en heureux résultats, qu'elle se sera accomplie dans le calme le plus parfait et à l'abri des passions qui rendent souvent illusoires les efforts les plus généreux.

C'est une œuvre commune que nous voulons édifier pour le plus grand bien, pour la prospérité matérielle et morale de notre cher Canton, confiants en la protection de la Providence et dans le concours de tous les hommes de bonne volonté.

C'est dans ses sentiments, Monsieur le Président et Messieurs, que nous saisissons cette occasion pour vous présenter l'assurance de notre respectueuse considération et vous recommander ainsi que nous à la protection divine.

Sion, le 16 Mai 1904.

*Le Président du Conseil d'Etat,*  
**de TORRENTÉ.**

*Le Chancelier d'Etat,*  
**Ch. ROTEN.**









